

*Royaume du Maroc  
Ministère des Affaires Étrangères,  
de la Coopération Africaine  
et des Marocains Résident à l'Étranger  
Département des Marocains Résident à l'Étranger*



*المملكة المغربية  
وزارة الشؤون الخارجية  
والتعاون الإفريقي  
والمغاربة المقيمين بالخارج  
قضاء المغاربة المقيمين بالخارج*

**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE  
PRIX N°01/2025**

**(SEANCE PUBLIQUE)**

***CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES***

**OBJET : Achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du  
Département des Marocains Résident à l'Etranger à Rabat en lot unique.**

*Marché passé en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3  
de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane  
1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.*

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES .....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....	5
ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE .....	5
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE.....	5
ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE.....	5
ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION.....	6
ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....	7
ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON .....	7
ARTICLE 9 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON .....	7
ARTICLE 10 : RECEPTION PROVISoire ET RECEPTION DEFINITIVE .....	8
ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE .....	9
ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....	9
ARTICLE 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES .....	9
ARTICLE 14 : CAS DE FORCE MAJEURE .....	9
<b>CHAPITE II : CLAUSES FINANCIERES .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 1 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX .....	10
ARTICLE 2 : CAUTIONNEMENT .....	10
ARTICLE 3 : RETENUE DE GARANTIE .....	11
ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT .....	11
ARTICLE 5 : DROITS DE TIMBRE.....	11
ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE.....	11
ARTICLE 7 : ASSURANCES - RESPONSABILITE.....	11
ARTICLE 8 : NANTISSEMENT .....	11
ARTICLE 9 : PENALITES POUR RETARD.....	12
<b>CHAPITRE III : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....</b>	<b>13</b>
ARTICLE 1 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	13
<b>CHAPITRE IV : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF .....</b>	<b>14</b>

## ***PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES***

**Marché passé en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3 de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.**

### **Entre**

Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger - Département des Marocains Résidant à l'Etranger, représenté par **Monsieur le Secrétaire Général - Maître d'Ouvrage-**.

Désigné ci-après par le terme "**Maître d'Ouvrage**",

**D'UNE PART**

**ET**

### **1- Cas de personne morale**

La société.....représentée par Monsieur .....en qualité de .....Agissant au nom et pour le compte de .....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capitale social : .....patente n°.....

Identifiant fiscal : ..... Registre de commerce de : sous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci- après par le terme « **FOURNISSEUR** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **2- Cas de personne physique**

Monsieur ..... Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce de ..... Sous le n°.....

Patente n°.....Affilié à la CNSS sous n°.....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) ..... Ouvert auprès de .....

Désigné ci- après par le terme « **FOURNISSEUR** »

**D'AUTRE PART**

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

### **3- Cas d'un groupement**

Les membres du groupement soussignés constitués aux termes de la convention .....  
(les références de la convention) :

**- Membre 1 :**

Monsieur ..... qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de..... en vertu des pouvoirs qui  
lui sont conférés.  
Au capital social : ..... Patente n°.....  
Registre de commerce de : ..... Sous le n°.....  
Affilié à la CNSS sous n°.....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....Ouvert auprès de .....

**- Membre 2 :**

..... (Servir les renseignements le concernant)

**- Membre n. :** .....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant M  
..... (Prénom, nom et qualité) .....en tant que mandataire du  
groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous  
n° (RIB sur 24 positions) .....Ouvert auprès de .....

**Désigné ci- après par le terme « FOURNISSEUR »**

**D'AUTRE PART  
IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :**

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le marché issu du présent Appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix n° 01/2025 a pour objet l'achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger à Rabat en lot unique.

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3 de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DU MARCHE**

Les fournitures à livrer au titre du présent marché consistent à l'achat de fournitures pour le matériel informatique.

Les spécifications techniques des fournitures à livrer au titre du présent marché sont détaillées au niveau du chapitre III du présent CPS.

### **ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le Secrétaire Général du Département des Marocains Résidant à l'Etranger est désigné maitre d'ouvrage à l'effet d'assurer la préparation, la passation et l'exécution du présent marché au nom et pour le compte du Département des Marocains Résidant à l'Etranger.

### **ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés aux marchés des travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le décret n°2.14.394 du 06 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) .

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

### **ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE**

Les parties contractantes du marché sont soumises aux dispositions des textes suivants :

1. Le décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
2. Le décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;
3. L'arrêté du ministre délégué auprès de la Ministre de l'Économie et des finances chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;
4. L'Arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances N° 1689-23 du 14 Hija 1444 (3 Juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du Décret N° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics ;
5. Le Dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
6. Le Décret n°02-07-1235 du 05 kaada 1429 5 (04 novembre 2008) relatif au Contrôle des Dépenses de l'Etat ;
7. Le Décret Royal n°330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié ;
8. Le Dahir n°1-03-194 du 14 Rajab 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
9. Le Décret n°2.14.394 du 06 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés des Travaux (CCAGT) ;
10. Le Dahir n°1-56-211 du 11/12/1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés ;
11. Tous les textes législatifs et réglementaires rendus applicables à la date limite de remise des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents, s'il ne les possède déjà, et ne pourra, en aucun cas, exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **ARTICLE 6 : VALIDITE DU MARCHE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION**

En vertu des dispositions de l'article 142 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics précité, le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation des marchés ne doit être apposée par l'autorité compétente qu'après l'expiration d'un délai d'attente d'une durée de quinze (15) jours à compter du jour suivant la date d'achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis.

En vertu des dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics précité, l'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Lorsque le délai de validité des offres est prorogé conformément aux dispositions de l'article 36 du présent décret, le délai de notification de l'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est prorogé

d'une période supplémentaire qui ne peut dépasser la période de prorogation de validité des offres fixée par le maître d'ouvrage et acceptée par les concurrents.

## **ARTICLE 7 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR**

Conformément à l'article 20 du décret n°2.14.394 du 06 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Travaux (CCAG-T), les notifications du Maître d'Ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du fournisseur mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le Maître d'Ouvrage par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

## **ARTICLE 8 : DELAI D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON**

### **1. DELAIS D'EXECUTION :**

Conformément à l'article n° 8 du CCAG-T, le titulaire devra livrer les fournitures désignées en objet dans un délai d'**un mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement de la livraison des fournitures y afférentes.

Ce délai s'applique à l'achèvement de la livraison de la totalité des fournitures incombant au titulaire.

### **2. LIEU DE LIVRAISON :**

La livraison des fournitures faisant l'objet du présent marché sera effectuée au siège du Département des Marocains Résidant à l'Étranger à l'adresse Angle Rue Al Mariniyine et Rue Kssar Essouk, Hassan – Rabat.

## **ARTICLE 9 : MODALITES ET CONDITIONS DE LIVRAISON**

### **1- MODALITES DE LIVRAISON**

La livraison des fournitures objet du présent marché devra être réalisée par les moyens propres du titulaire du marché.

Les fournitures livrées par le fournisseur doivent être accompagnées d'un bulletin ou bon de livraison établi en deux (02) exemplaires. Ce bulletin doit indiquer :

- La date de livraison ;
- L'identification du fournisseur ;
- L'identification des fournitures livrées (N° du marché, N° de l'article, désignation et caractéristique des fournitures, quantités livrées...etc.).

Toute livraison doit s'effectuer pendant les jours ouvrables et en dehors des jours fériés et dans tous les cas selon un programme préétabli par le titulaire et accepté par le maître d'ouvrage.

## **2- CONDITIONS DE LIVRAISON**

La livraison est effectuée en présence des représentants désignés à cet effet par le maître d'ouvrage et du titulaire.

Le fournisseur est tenu de fournir des certificats d'authenticité émis par les fabricants, les représentants exclusifs ou les distributeurs agréés des fabricants au Maroc, attestant l'originalité des articles livrés.

Les certificats d'authenticité doivent indiquer la date de fabrication des toners, et cette date ne doit pas dépasser un délai de 12 mois avant la date de livraison des produits.

Si la date de fabrication n'est pas indiquée dans le certificat d'authenticité, le fournisseur devra fournir un document supplémentaire (tel qu'un bordereau de livraison ou une fiche technique) mentionnant clairement cette information. Toute fourniture livrée après ce délai sera considérée comme non conforme et pourra entraîner le rejet de la commande.

Le maître d'ouvrage peut demander au fabriquant toutes les informations et l'assistance concernant l'originalité, la conformité de fournitures livrées dans le cadre de ce marché.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées, selon le cas, par un procès-verbal de réception partielle, provisoire ou définitive signé par les membres de la commission de réception désignée par le maître d'ouvrage à cet effet.

Le titulaire du marché doit remplacer les fournitures défectueuses à l'intérieur du délai de livraison prévu par le présent marché. A défaut de remplacement, l'Administration peut procéder à la résiliation et se réserve le droit de toutes autres sanctions conformément à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 10 : RECEPTION PROVISoire ET RECEPTION DEFINITIVE**

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité quantitative et qualitative des fournitures objet du marché.

Les fournitures livrées, sont soumises à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards des fournitures livrées avec le descriptif des fournitures indiquées sur le bordereau des prix détail estimatif.

Les fournitures ainsi livrées seront réceptionnées par la commission de réception qui vérifiera préalablement leur conformité à tous les points de vue et établira un procès-verbal de réception provisoire conformément à l'article 73 et 76 du C.C.A.G.T.

Les opérations sus mentionnées sont sanctionnées par un procès-verbal de réception signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire en même temps que la réception définitive.



## **ARTICLE 11 : RESILIATION DU MARCHE**

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du titulaire du marché, il est fait application des dispositions prévues à l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1448 (08 Mars 2023) précité.

La résiliation du marché peut être prononcée dans les conditions et modalités prévues à l'article 69 du Décret n° 2-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-T).

La résiliation du marché ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire du marché en raison de ses fautes ou infractions.

## **ARTICLE 12 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Conformément aux stipulations de l'Article 162 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

## **ARTICLE 13 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des différends et litiges surviennent avec le titulaire du marché, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81,82,83 et 84 du CCAG-T.

En cas du nantissement du marché, le maître d'ouvrage est tenu d'informer le bénéficiaire du nantissement, des litiges et contentieux survenant avec le titulaire du marché, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

## **ARTICLE 14 : CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure, le fournisseur doit se conformer aux dispositions de l'article 47 du décret n°2.14.394 du 06 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Travaux CCAG-T, relatif aux cas de force majeure.

## **CHAPITE II : CLAUSES FINANCIERES**

### **ARTICLE 1 : NATURE ET CARACTERE DES PRIX**

Conformément aux dispositions de l'article 14 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, les livrables du présent marché seront rémunérés sur la base du prix unitaire.

Ils rémunèrent les articles livrés les concernant par application de ces prix unitaires aux quantités réellement exécutées du marché.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de la fourniture des livrables y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au titulaire une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Conformément à l'article 15 du décret des marchés publics, le présent marché est passé à prix fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

### **ARTICLE 2 : CAUTIONNEMENT**

#### **1. CAUTIONNEMENT PROVISOIRE :**

Le cautionnement provisoire est fixé à Dix Sept Mille (17.000,00) Dirhams.

Le cautionnement provisoire reste acquis au maître d'ouvrage notamment dans les cas cités à l'article 24 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 19 du CCAG-T.

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée par voie électronique via le portail des marchés publics et ce conformément à l'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, Chargé du Budget n° 1689-23 du 14 hija 1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

#### **2. CAUTIONNEMENT DEFINITIF :**

Conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 4 de l'article 15 du CCAG-T, le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur. Il devra être constitué dans les vingt (20) jours suivant la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive du marché.

### **ARTICLE 3 : RETENUE DE GARANTIE**

Aucune retenue de garantie ne sera prélevée sur les acomptes payés au fournisseur.

### **ARTICLE 4 : MODALITES DE REGLEMENT**

Les paiements des sommes dues du titulaire du présent marché seront effectués après livraison de la totalité des fournitures objet du présent marché.

Le règlement des articles livrés sera effectué sur la base de décompte établi par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement livrés, déduction faite des pénalités de retard, le cas échéant.

Une fois la réception provisoire prononcée, le titulaire du présent marché soumet au maître d'ouvrage une facture via la plateforme GID-fournisseur. Cette facture doit décrire les articles fournis, préciser les quantités livrées et indiquer le montant total à payer.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte bancaire n° (RIB sur 24 chiffres) .....Ouvert auprès de .....

### **ARTICLE 5 : DROITS DE TIMBRE**

Le titulaire acquitte les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre conformément aux lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 6 : SOUS-TRAITANCE**

Toutes les fournitures, objet du présent marché, constituent le corps d'état principal, de ce fait, et conformément à l'article 151 paragraphe 2 du décret n°2-22-431 (du 08 mars 2023) précité, les prestations du présent marché ne peuvent faire l'objet de la sous-traitance.

### **ARTICLE 7 : ASSURANCES - RESPONSABILITE**

Le Titulaire du marché doit adresser au Maître d'ouvrage, avant tout commencement de livraison, les attestations des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-T.

### **ARTICLE 8 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, le fournisseur bénéficiera du régime institué par le Dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13, relative au nantissement des marchés publics étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage sera opérée par les soins du Monsieur le Secrétaire Général ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou subrogation, les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n°112-13 précitée, est Monsieur le Secrétaire Général ;
3. Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Ministériel auprès des Affaires Etrangères, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le maître d'ouvrage délivre sans frais, au titulaire, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention « exemplaire unique » et destiné à former titre pour le nantissement du marché, conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 précitée.

#### **ARTICLE 9 : PENALITES POUR RETARD**

A défaut d'avoir terminé la fourniture des livrables dans les délais prescrits, il sera appliqué au titulaire une pénalité par jour de retard de 1‰ (Un pour mille) du montant du marché par jour effectif en retard.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au titulaire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le titulaire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à Huit pour Cent (8%) du montant initial du marché.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché conformément aux dispositions des articles 69 et 79 du CCAG-T.

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage est tenu d'informer le bénéficiaire du nantissement, des pénalités de retard appliquées au titulaire du marché, conformément à l'article 9 de la loi no 112-13 relative au nantissement des marchés publics.

### CHAPITRE III : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

#### ARTICLE 1 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Les spécifications techniques des fournitures demandées sont les suivantes :

N° du prix	Désignation
1	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) NOIR– REF : W2030A
2	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) CYAN– REF : W2031A
3	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) YELLOW– REF : W2032A
4	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) MAGENTA– REF : W2033A
5	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) NOIR– REF : W2220A
6	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) CYAN– REF : W2221A
7	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) YELLOW– REF : W2222A
8	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) MAGENTA– REF : W2223A
9	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) NOIR– REF : CF 410A
10	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) CYAN– REF : CF 411A
11	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) YELLOW– REF : CF 412A
12	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) MAGENTA– REF : CF 413A
13	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) NOIR– REF : CF 400A
14	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) CYAN– REF : CF 401A
15	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) YELLOW– REF : CF 402A
16	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) MAGENTA– REF : CF 403A
17	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) NOIR– REF : CF 210A
18	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) CYAN– REF : CF 211A
19	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) YELLOW– REF : CF 212A
20	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) MAGENTA– REF : CF 213A
21	TONER ORIGINAL XEROX 7120 /7125 NOIR – REF : 006R01457
22	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 CYAN – REF : 006R01460
23	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 MAGENTA – REF : 006R01459
24	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 YELLOW – REF : 006R01458
25	TONER ORIGINAL LEXMARK MS 317 NOIR – REF : 51B5000
26	TONER ORIGINAL LEXMARK MS 310 NOIR – REF : 50F2H00
27	TONER ORIGINAL FAX BROTHER 2840 NOIR – REF : TN2220
28	TONER ORIGINAL FAX BROTHER 2840 – REF : DR2200
29	TONER ORIGINAL DEVELOP INEO 227 – REF : TN 323
30	TONER ORIGINAL LASERJET NOIR – NOIR REF : CF 259A
31	TONER ORIGINAL HP LASERJET (80A) NOIR – REF : CF 280A
32	TONER ORIGINAL CANON i-SENSYS 057 NOIR – REF : 3009C002AA

## CHAPITRE IV : BORDEREAU DES PRIX-DETAIL ESTIMATIF

**OBJET : ACHAT DE FOURNITURES POUR LE MATERIEL INFORMATIQUE AU  
PROFIT DU DEPARTEMENT DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER A  
RABAT EN LOT UNIQUE.**

N° du prix	Désignation	Unité de mesure	Quantité	Prix unitaire en Dhs (Hors TVA) en chiffres	Total en chiffres
	1	2	3	4	5=3x4
1	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) NOIR– REF : W2030A	Unité	60		
2	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) CYAN– REF : W2031A	Unité	60		
3	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) YELLOW– REF : W2032A	Unité	60		
4	TONER ORIGINAL HP LASERJET (415A) MAGENTA– REF : W2033A	Unité	60		
5	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) NOIR– REF : W2220A	Unité	20		
6	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) CYAN– REF : W2221A	Unité	20		
7	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) YELLOW– REF : W2222A	Unité	20		
8	TONER ORIGINAL HP LASERJET (222A) MAGENTA– REF : W2223A	Unité	20		
9	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) NOIR– REF : CF 410A	Unité	15		
10	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) CYAN– REF : CF 411A	Unité	15		
11	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) YELLOW– REF : CF 412A	Unité	15		
12	TONER ORIGINAL HP LASERJET (410A) MAGENTA– REF : CF 413A	Unité	15		
13	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) NOIR– REF : CF 400A	Unité	4		
14	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) CYAN– REF : CF 401A	Unité	4		
15	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) YELLOW– REF : CF 402A	Unité	4		
16	TONER ORIGINAL HP LASERJET (201A) MAGENTA– REF : CF 403A	Unité	4		
17	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) NOIR– REF : CF 210A	Unité	5		

18	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) CYAN– REF : CF 211A	Unité	5		
19	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) YELLOW– REF : CF 212A	Unité	5		
20	TONER ORIGINAL HP LASERJET (131A) MAGENTA– REF : CF 213A	Unité	5		
21	TONER ORIGINAL XEROX 7120 /7125 NOIR – REF : 006R01457	Unité	5		
22	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 CYAN – REF : 006R01460	Unité	5		
23	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 MAGENTA – REF : 006R01459	Unité	5		
24	TONER ORIGINAL XEROX 7120/7125 YELLOW – REF : 006R01458	Unité	5		
25	TONER ORIGINAL LEXMARK MS 317 NOIR – REF : 51B5000	Unité	2		
26	TONER ORIGINAL LEXMARK MS 310 NOIR – REF : 50F2H00	Unité	15		
27	TONER ORIGINAL FAX BROTHER 2840 NOIR – REF : TN2220	Unité	6		
28	TONER ORIGINAL FAX BROTHER 2840 – REF : DR2200	Unité	6		
29	TONER ORIGINAL DEVELOP INEO 227 – REF : TN 323	Unité	27		
30	TONER ORIGINAL LASERJET NOIR – NOIR REF : CF 259A	Unité	60		
31	TONER ORIGINAL HP LASERJET (80A) NOIR – REF : CF 280A	Unité	06		
32	TONER ORIGINAL CANON i-SENSYS 057 NOIR – REF : 3009C002AA	Unité	10		
<b>TOTAL HORS T. V. A</b>					
<b>TAUX DE TVA (20 %)</b>					
<b>TOTAL TTC</b>					

Fait à....., le.....  
Signature et cachet du concurrent



**APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX**

**N°1/2025**

**MARCHE N° .....**

**Page N..... Et Dernière**

**OBJET :** Achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger à Rabat en lot unique.

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3 de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.

Pour un montant de (en chiffres et en lettres) :

.....  
.....  
.....  
.....

**PRESENTE PAR :**

(Le maître d'ouvrage)

  
Pour le Ministre des Affaires Étrangères  
de la Coopération Africaine et des Marocains  
Résidant à l'Etranger et par Délégation  
**Moulay Ismail LAMGHARI MOUBARRAD**  
Secrétaire Général  
L'ordonnateur Délégué

**LU ET ACCÉPTÉ PAR :**

(Le fournisseur)

A RABAT, LE ..... **23 JAN. 2025** .....

A....., LE :...../...../.....

**APPROUVÉ PAR :**

A....., LE :...../...../.....